



**Entretien des bacs à graisses, des
séparateurs d'hydrocarbure, nettoyage de
canalisations pour certains établissements
du GHT du Limousin**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES – CENTRE HOSPITALIER ET
UNIVERSITAIRE DE LIMOGES – LOT 1**

SOMMAIRE

I-	Objet du marché	3
II-	Exécution	3
III-	Responsabilité	4
IV-	Montant des prestations	4
V-	Astreinte / prestations ponctuelles	5
VI-	Mesures de sécurité	5
VII-	Clauses techniques	6
VIII-	Descriptif des installations	6
8.1	CHU LIMOGES	6
8.1.1	Bacs à graisses	6
8.1.2	Fosses septiques	7
8.1.3	Cuves à isotopes	7
8.1.4	Station de relevage des eaux usées	7
8.1.5	Séparateurs d'hydrocarbures	8
8.1.6	Réseaux divers	10
8.1.7	Avaloirs des eaux pluviales	11
8.1.8	Nettoyage haute pression	2
8.1.9	Prestations ponctuelles	3
8.1.10	Plan	3
8.1.11	Généralités et conditions particulières applicables au CHU de Limoges	3

Annexes financières :

- Décompositions des prix globaux et forfaitaires ;
- Bordereaux de prix unitaires.

Annexes techniques :

- Annexe A : Plan de récolement CH AUBUSSON
- Annexe B : Plan réseaux assainissement CH AUBUSSON
- Annexe 1 : Carnet de plans
- Annexe 2 : CHU Limoges Procédure médecine nucléaire
- Annexe 3 : CH de Brive Consignes de sécurité pour l'intervention d'entreprises extérieures dans l'hôpital.

I- Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'entretien des bacs à graisses, fosses septiques, cuves à isotopes, stations de relevage des eaux usées, séparateurs d'hydrocarbures, avaloirs d'eaux pluviales ainsi que le curage de réseaux divers et le nettoyage par haute pression pour les établissements du GHT Limousin.

Le marché comporte 3 lots désignés ci-après, traités par marchés séparés :

- **Lot 1 : Entretien des équipements des établissements de la Haute-Vienne :**
 - CHU Limoges ;
 - Centre Hospitalier Intercommunal du Haut Limousin ;
 - Centre Hospitalier Monts et Barrages ;
 - Centre Hospitalier de Saint-Junien ;
 - Centre Hospitalier de Saint-Yrieix-La-Perche ;
 - Centre Hospitalier Esquirol ;
- **Lot 2 : Entretien des équipements des établissements de la Corrèze :**
 - Centre Hospitalier de Bort Les Orgues ;
 - Centre Hospitalier de Brive ;
 - Centre Hospitalier de Cornil ;
 - Centre Hospitalier de Tulle ;
 - Centre Hospitalier d'Ussel ;
 - Centre Hospitalier et Gériatrique d'Uzerche.
- **Lot 3 : Entretien des équipements des établissements de la Creuse :**
 - Centre Hospitalier d'Aubusson ;
 - Centre Hospitalier d'Evaux Les Bains ;
 - Centre Hospitalier de La Souterraine ;
 - Centre Hospitalier de Saint Vaury ;
 - Centre Hospitalier de Guéret ;
 - Centre Hospitalier de Bourgneuf.

II- Exécution

Un calendrier prévisionnel annuel devra être proposé aux établissements du GHT Limousin pour validation. Il comprendra les dates et heures d'exécution des travaux.

L'Entreprise sera tenue d'effectuer les prestations aux dates imposées par les établissements. Elle devra prendre en compte les contraintes des Centres Hospitaliers, tel que la présence du public et des professionnels de santé, et la nature des différents sites (parking, circulation...). Le prestataire devra se conformer au règlement de sécurité intérieur, mettre en place les moyens de sécurité nécessaires à l'exécution des travaux.

Le prestataire effectuera la manipulation et la manutention des grilles, couvercles, etc... ainsi que le dévissage ou le déboulonnage des grilles, couvercle, etc..., il assurera également l'accès aux puits de désenfumage le cas échéant.

Tous les produits de curage devront être immédiatement évacués vers un site de traitement, aucun dépôt même provisoire ne pourra être effectué sur les sites des établissements du GHT.
Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées lors de l'exécution des prestations par un personnel des Centres Hospitaliers.

Un agent des Services Techniques vérifiera la conformité du nettoyage avec l'entreprise à l'issu de chaque intervention.

Chaque établissement se réserve également le droit de faire intervenir l'Entreprise pour des opérations ponctuelles en dehors du planning prévisionnel établi dans le cadre du présent marché.

Chaque candidat devra fournir dans son offre :

- **Certificat de qualification professionnelle** établis par des organismes indépendants ; l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent, ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres
- **Les certificats ADR (permis ADR conducteur)** de ses employés susceptibles d'intervenir pour le transport des matières dangereuses.
- **Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES)** des employés susceptibles d'intervenir au sein de centres hospitaliers du GHT Limousin, ou tout équivalent permettant de justifier que les employés disposent des compétences théoriques et pratiques nécessaires pour conduire en sécurité des équipements de travail mobiles automoteurs ou servant au levage.
- **La description du circuit de traitement des déchets** issus de ses interventions en mentionnant les sites de traitement qu'il compte utiliser et leurs agréments, en relation avec la nature des déchets qui peuvent être issus de ses interventions dans les centres hospitaliers du GHT Limousin.

III- Responsabilité

Les traitements seront effectués par des équipes spécialisées et l'Entreprise certifie que les produits utilisés ne présentent aucun danger pour les personnes, les animaux, l'environnement ainsi que pour les biens mobiliers et immobiliers.

IV- Montant des prestations

Le prix devra être établi par intervention pour chaque prestation décrite dans le bordereau de prix fourni annexé en pièce jointe et pour l'ensemble des interventions en Euro HT et TTC.

Les prestations comprendront :

- a) : collecte
- b) : transport
- c) : traitement en centre agréé

Le prestataire remettra les documents suivants :

- **Un bordereau d'enlèvement et de suivi de déchets devra être fourni et signé des deux parties ;**
- **Un bordereau d'accompagnement de destruction des graisses dans un centre de traitement agréé devra être fourni avec la facture ;**
- **Un bordereau quantitatif des installations ayant fait l'objet du curage et du nettoyage.**

Les prestations d'entretien préventif périodiques, détaillées dans le présent CCTP et dans le bordereau de prix joint par l'entreprise sont de types forfaitaires.

Les prestations ponctuelles de traitements curatifs sont de types hors forfait et devront faire l'objet d'un devis sur la base du bordereau de prix dûment renseigné par l'entreprise.

V- Astreinte / prestations ponctuelles

- ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE :

L'ENTREPRISE s'engage à apporter aux établissements du GHT Limousin qui le souhaitent une assistance 24 heures sur 24 heures 7j/7 via une astreinte téléphonique. Cette option est indiquée au niveau des bordereaux de prix unitaires de chaque établissement.

En cas de nécessité, l'Entreprise s'engage à intervenir dans un délai maximum de **2 heures dès réception de l'appel des Services Techniques de l'établissement.**

Tout retard sur le délai défini ci-dessus entraînera l'application de pénalités conformément aux conditions décrites dans l'article 22 du CCAP.

Toute demande d'intervention ponctuelle fera l'objet d'un bon de commande de la part de l'établissement, auquel est associé un n° de commande qui sera communiqué en premier lieu à l'entreprise lors d'une demande d'intervention urgente.

L'ENTREPRISE s'engage à remettre à l'établissement un compte-rendu de l'intervention réalisée.

Le numéro de téléphone permettant de joindre l'assistance de L'ENTREPRISE est donnée à la signature du marché à chaque établissement du ou des lots dont elle est titulaire.

La facturation de ces interventions se fera sur la base du bordereau de prix remis dans l'offre de l'entreprise (pièce jointe « Annexes financières DPGF et BPU Entretien bacs à graisses et canalisations GHT Limousin »)

VI- Mesures de sécurité

A chaque intervention, dès son arrivée sur site, le personnel de l'entreprise se présente au responsable du suivi des installations. Un plan de prévention sera établi à l'année l'ensemble des prestations. Le port des E.P.I. adaptés à chaque situation est obligatoire.

Les intervenants des entreprises devront respecter les consignes de sécurité propres à chaque établissement, les règles du code de la route ainsi que tout autre règlement d'administration locale. Tout intervenant dans les locaux des Centres Hospitaliers doit être identifié au PC-SECURITE de ces établissements.

VII- Clauses techniques

Les prestations prévues au présent marché seront exécutées suivant, les dispositions de la réglementation en vigueur dans les Immeubles de Grande Hauteur (CHU Limoges) et dans les Établissements Recevant du Public, les dispositions du code du travail en matière de sécurité des travailleurs et la réglementation sanitaire et environnement.

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable technique unique du prestataire qui est l'interlocuteur direct des Centres Hospitaliers du GHT Limousin.

Il est présent sur le site sur convocation des Centres Hospitaliers et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du prestataire. Les noms, qualités et formations de ce responsable seront communiqués aux Centres Hospitaliers du GHT Limousin dès la notification du marché.

Il est notamment responsable :

- Du respect des plannings ;
- Du contrôle de la qualité des prestations ;
- De l'organisation du travail ;
- Du suivi du marché de façon générale ;
- De la discipline et du respect des consignes par le personnel intervenant.

VIII- Descriptif des installations

8.1 CHU LIMOGES

8.1.1 Bacs à graisses

Tous les bacs à graisses devront être vidangés de la totalité du liquide et des graisses. Les parois de ces derniers devront être parfaitement nettoyées.

- HÔPITAL JEAN REBEYROL

- 1 Bac à graisses d'une capacité de 3 m³ :
 - Vidange et lavage tous les 2 mois, le jeudi de la dernière semaine (mois impair).
 - Remplissage à l'eau claire.

- INTERNAT

- 1 Bac à graisses d'une capacité de 1,25 m³ :
 - Vidange et lavage tous les 2 mois, le jeudi de la dernière semaine (mois impair).
 - Nettoyage de la canalisation sortie bac à graisses vers regard égout principal fonte, longueur 50 m - Ø 100 - une fois par an.
 - Remplissage à l'eau claire.

- RESTAURANT DU PERSONNEL

- 1 Bac à graisses d'une capacité de 3 m³ :

- Vidange et lavage tous les deux mois, le jeudi de la dernière semaine (mois impair).
L'opération d'enlèvement doit s'effectuer entre 8 H et 10 H.
- Remplissage à l'eau claire.

- **UNITE INTER HOSPITALIERE DE PRODUCTION CULINAIRE**

- 1 Bac à graisses d'une capacité de 32 m³ :
 - Vidange complète et lavage du bac avec transport et destruction des graisses tous les mois.
 - Remplissage à l'eau claire aux 2/3.
L'opération d'enlèvement doit à partir de 18h30

8.1.2 Fosses septiques

- Fosse septique Logement de fonction site du Cluzeau Pavillon 1 B
Contenance de la fosse 2 m³.
 - Vidange et nettoyage de la cuve 1 fois par an (Janvier).
 - Remplissage à l'eau claire.

8.1.3 Cuves à isotopes

- Médecine nucléaire (site Dupuytren 1) Fosses septiques recevant les eaux usées des WC et des douches.
2 fosses septiques de 4m³.
 - Vidange et nettoyage des cuves 1 fois tous les 4 ans (1^{ère} intervention à réaliser en mars 2026).
 - Remplissage à l'eau claire.
La vidange et le nettoyage de chaque cuve devront être réalisés avec un intervalle d'une semaine.

Les horaires d'intervention de nettoyage devront être scrupuleusement respectés afin de ne pas perturber le service.

Avant toute intervention dans le local, sur la cuve, une mesure de radioactivité sera réalisée par le LABORATOIRE de RADIOIMMUNOLOGIE qui donnera l'accord pour l'intervention.

Les intervenants devront employer comme mesure de protection : combinaison, bottes, gants, lunettes.

Le niveau de radioactivité des intervenants et de leurs équipements sera contrôlé par le laboratoire en fin d'intervention.

Cette intervention sera réalisée conformément à la procédure interne : GDR-MO-028 A- Date d'application du 05/12/2018 (Pièce jointe Annexe 2 du C.C.T.P).

8.1.4 Station de relevage des eaux usées

- **HOPITAL DU CLUZEAU**

- Nettoyage complet de la station – **1 fois / mois** (Volume 1 m³)

L'opération doit s'effectuer à partir de 14h

Pour réaliser ce nettoyage, le camion devra stationner au niveau de la rue Chassagne.
Toutes les précautions devront être mises en œuvre pour assurer la signalisation routière et la sécurité des personnes. Un plan avec les signalisations devra être fourni dans l'offre de prix.

8.1.5 Séparateurs d'hydrocarbures

HME PARKING DU PERSONNEL (Sous-sol)

Capacité : 2.5 m³.

Hauteur véhicule : < 2 m.

Traitement 55 litres / s.

- **Débourbeur séparateur à hydrocarbures :**

- Compartiment débourbeur dessableur (côté entrée de l'appareil).
 - Vidange des boues **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
- Compartiment séparateur d'hydrocarbures (côté sortie de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.

HME PARKINGS EXTERIEURS ET QUAI

Capacités :

- **Volume total : 1m³ – Traitement 8 litres / seconde.**
- **Volume total : 1.14m³ – Traitement 6 litres / seconde.**
- **Volume total : 2.5m³ (Quai 2^{ème} sous-sol).**

- **Débourbeur séparateur d'hydrocarbures :**

- Compartiment débourbeur dessableur (côté entrée de l'appareil).
 - Vidange des boues **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
- Compartiment séparateur d'hydrocarbures (côté sortie de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.

PARKING DU PERSONNEL / PLATEFORME DE STATIONNEMENT

Capacité / Volume total : 2.5 m³

- **Débourbeur – déshuileur du régulateur d'eau :**
 - Nettoyage complet du limiteur de débit.
 - Nettoyage, lavage du séparateur d'hydrocarbure avec débourbeur.
 - Remplissage à l'eau claire.

Le nettoyage sera à effectuer **1 fois par an** (Août).

- **PARKING INTERNAT**

Capacité / Volume total : 2.7 m³ – Traitement 15 L/S.

- **Débourbeur séparateur d'hydrocarbures :**

- Compartiment débourbeur dessableur (côté entrée de l'appareil).
 - Vidange des boues **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
- Compartiment séparateur d'hydrocarbures (côté sortie de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.

- **PARKING BÂTIMENT MÉDICO-ADMINISTRATIF**

Capacité / Volume total : 0.8 m³ – Traitement 10 L/S.

- **Débourbeur séparateur d'hydrocarbures :**

- Compartiment débourbeur dessableur (côté entrée de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
- Compartiment séparateur d'hydrocarbures (côté sortie de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.

- **PARKING Centre de Biologie et de Recherche en Santé**

Capacité / Volume total : 4 m³ – Traitement 15 L/S.

- **Débourbeur séparateur d'hydrocarbures :**

- Compartiment débourbeur dessableur (côté entrée de l'appareil).
 - Vidange des boues **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
- Compartiment séparateur d'hydrocarbures (côté sortie de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.

- **HÉLIPORT**

Capacité / Volume total : 3 m³ – Traitement 15 L/S.

- Débourbeur séparateur d'hydrocarbures :
 - Compartiment débourbeur dessableur (côté entrée de l'appareil).
 - Vidange des boues **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
 - Compartiment séparateur d'hydrocarbures (côté sortie de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
- **PARKING DU PERSONNEL FACE ESQUIROL**
 - Séparateur d'hydrocarbures : **Volume total : 4 m³**
 - Compartiment débourbeur dessableur (côté entrée de l'appareil).
 - Vidange des boues **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
 - Compartiment séparateur d'hydrocarbures (côté sortie de l'appareil).
 - Vidange **1 fois par an** (Août).
 - Remplissage à l'eau claire.
 - Canalisations de stockage :
 - 38 ml de Ø 1200
 - 10 ml de Ø 500
 - Nettoyage complet **1 fois par an** (Août).

8.1.6 Réseaux divers

- **ONCOLOGIE MÉDICALE**
 - Curage canalisation 36 ml – Ø 120 – eaux usées :
 - Nettoyage de 2 regards – Ø 65 -
 - Nettoyage de 2 regards – Ø 40 -

Un nettoyage sera effectué tous les **deux mois, le jeudi de la dernière semaine (mois impair)**.

- **IRM**
 - Hydrocurage du réseau d'eaux usées 30 ml.
 - Nettoyage de 5 regards EU et de 3 siphons de sol.

Un nettoyage sera effectué **tous les mois**.

- **HÔPITAL J. REBEYROL V80**
 - Hydrocurage du réseau d'eaux usées 20 ml.

Un nettoyage sera effectué **tous les mois**.

- **RESTAURANT DU PERSONNEL**

- Curage des canalisations en fonte Ø 100 55 ml.
- Nettoyage de 9 regards 40 x 40 cm.

Un nettoyage sera effectué **tous les 6 mois (Mars et Septembre)**

- **DUPUYTREN 1 GARAGE SAMU**

- Nettoyage de 1 regard 60 x 60 cm.

Un nettoyage sera effectué **tous les mois. (Dernier jeudi du mois entre 4h et 6h).**

- **BLANCHISSERIE**

- Curage de la canalisation entre blanchisserie et D2 (EU). Ø 100 25 ml

Un nettoyage sera effectué **tous les mois.**

8.1.7 Avaloirs des eaux pluviales

- **Nettoyage des avaloirs, grilles et caniveaux des eaux pluviales.**

Ce nettoyage sera réalisé **une fois par an** (Juin):

HOPITAL DUPUYTREN 1 : Nombre d'avaloirs : **140**

HOPITAL DUPUYTREN 2 : Nombre d'avaloirs : **11**

HOPITAL DU CLUZEAU : Nombre d'avaloirs : **30**

HOPITAL J. REBEYROL : Nombre d'avaloirs : **8**

HOPITAL CHASTAINGT : Nombre d'avaloirs : **39**

HOPITAL MERE ENFANT : Nombre d'avaloirs : **29**

Bâtiment EMIS :

3 grilles EP 40 x 40 cm
1 caniveau longueur unitaire 3,7m
1 caniveau longueur unitaire 1.5m
1 caniveau longueur unitaire 5m

Logements de fonction du Cluzeau :

9 grilles EP 40 x 40cm
4 regards EP 40 x 40
Curage des canalisations EP 230ml de Ø 100

Bâtiment des Formations Sanitaires (Campus Vanteaux) :

4 grilles EP 40 x 40cm

3 caniveaux longueur unitaire 2.75m

1 siphon de sol

Dans le cadre de ces travaux, toutes les précautions devront être prises pour la sécurité des personnes.

Une signalisation routière sera mise en place.

8.1.8 Nettoyage haute pression

- Hôpital Dupuytren 1

- Nettoyage haute pression du bardage de l'extension des blocs opératoires de l'hôpital Dupuytren 1 (utilisation de détergent adapté au revêtement et non polluant)

Location d'une nacelle

Signalisation et protection du chantier

Prestation à effectuer **1 fois tous les 3 ans** (1ère intervention à réaliser en septembre 2027). Surface : **300 m²**

- Désherbage/démoussage terrasses blocs opératoires. Prestation à effectuer **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en février 2025). Surface: **4600 m²**.
- Nettoyage/démoussage carrosseries gaines de ventilation des blocs opératoires **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en février 2025). Surface: **350 m²**.
- Nettoyage/désherbage/démoussage plateforme groupe eau glacée Radiothérapie **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en novembre 2026). Surface: **20 m²**.
- Nettoyage/démoussage sous-station ventilation chauffage IRM **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en novembre 2026). Surface: **70m²**.
- Nettoyage/démoussage plateforme fluides médicaux (face quais magasins généraux) **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en novembre 2026). Surface: **117m²**.
- Nettoyage/démoussage plateforme fluides médicaux (proximité IRM) **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en novembre 2026). Surface: **115 m²**.

Hôpital Jean Rebeyrol

- Nettoyage/démoussage plateforme fluides médicaux **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en novembre 2026). Surface: **12 m²**.

- Hôpital de la Mère et de l'Enfant

- Nettoyage/démoussage plateforme fluides médicaux **1 fois tous les 2 ans** (1ère intervention à réaliser en novembre 2026). Surface: **175 m²**.

➤ Omissions

Tous travaux non explicitement définis dans le descriptif indispensable au respect des règles de l'art et des normes, aux règles de sécurité, doivent être prévus et signalés au Maître d'œuvre.

Il est expressément convenu que les entrepreneurs se sont rendus compte exactement des prestations à exécuter, des sujétions y afférent, qu'ils ont pris auprès du Maître d'Œuvre tous les renseignements nécessaires et qu'ils doivent suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis au présent document et ses annexes.

Les entreprises sont tenues de prévoir toutes prestations qui leur seraient utiles pour l'exécution de leurs prestations, par exemple crochets de manutention, palan, poste d'eau, éclairage provisoire.... Toutes dispositions contraires prévues par l'entreprise ne seront pas recevables.

Les entreprises sont tenues de vérifier l'exactitude des plans divers, élévation, détails, description des ouvrages et en particulier, la constitution des matériaux, la vérification des cotes, celles-ci étant données à titre indicatif. Les relevés à l'échelle sur plan doivent être considérés comme aléatoires. Une vérification sur le site avant la mise en œuvre est indispensable.

L'entreprise peut effectuer tous les sondages, après autorisation des Services Techniques, et vérifications nécessaires à l'élaboration exacte de son offre.

➤ Contraintes d'exécution

Les entreprises doivent se soumettre aux prescriptions, normes, lois, règlements de police et d'autres règlements d'administration locale.

Les prestations prévues au présent marché seront exécutées dans un centre hospitalier en activité. Chaque entreprise devra en tenir compte dans son offre (limitation des bruits de toute nature, mesures de protection visant à interdire l'accès du chantier ainsi que ses abords de jour comme de nuit, sécurité des personnels et des hospitalisés, difficultés d'accès...).

Les Services Techniques sont à la disposition des entreprises pour l'étude des dispositions à prendre.

➤ Principes généraux

Toutes les règles fondamentales de l'assainissement et des installations techniques devront être appliquées à l'ensemble des secteurs constituant le présent CCTP.

➤ Normes et règlements

Outre les prescriptions contenues dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, le calcul et l'exécution des prestations devront être conformes aux :

- Documents Techniques Unifiés publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment ainsi que les Cahiers des Prescriptions Techniques Générales publiés par ce même organisme. L'ensemble de ces textes est complété par les recueils dits "R.E.E.F" et leurs mises à jour.
- Les normes françaises ou européennes concernant directement ou indirectement les ouvrages du bâtiment et d'une façon générale l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous textes nationaux ou locaux applicables aux

ouvrages de la présente opération publiée au jour de la remise des offres. Les normes en vigueur au jour de l'exécution seront appliquées.

- A défaut de relever du DTU ou des normes, les procédés ou matériaux utilisés devront bénéficier d'un avis technique du C.S.T.B en état de validité à la date d'exécution des travaux.

➤ **Sécurité**

Devront être appliqués en particulier :

La réglementation en vigueur relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public :

- Dupuytren 1 : IGH Type U
- Dupuytren 2 : ERP Type U
- Mère Enfant : ERP 2ème catégorie Type U
- Chastaingt: ERP 2ème catégorie Type U
- E.H.P.A.D. Chastaingt: ERP 2ème catégorie Type J
- Jean Rebeyrol (V360) : ERP 3ème catégorie Type U
- Jean Rebeyrol (V80) : ERP 4ème catégorie Type U
- Cluzeau : ERP 3ème catégorie Type U
- Internat (étage): Foyer logement 3^{ème} famille
- Internat (RDC-zone resto) : ERP 5^{ème} catégorie Type N
- Crèche : ERP 5^{ème} catégorie Type R
- Bâtiment médico-administratif (BMA) : E.R.P 5ème catégorie
- Restaurant du personnel : ERP 3^{ème} catégorie Type N
- Logement Bureaux 2-34-5-6-7 : Code du travail
- Centre de Biologie et de Recherche en Santé : Code du travail

Toutes les dispositions devront être prises par les entreprises afin d'assurer la sécurité des biens et de toutes les personnes susceptibles de fréquenter le chantier.

➤ **Plan particulier de sécurité et de protection de la santé**

Lorsque la durée ou le volume d'une opération impose la désignation d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé, l'entrepreneur doit remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur SPS, pendant la période de préparation du chantier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

➤ **Amiante**

Conformément à l'article R.4412-97 code du travail, les documents techniques amiante des bâtiments du CHU sont consultables à l'accueil de la Direction des Ressources Humaines situé au rez-de-chaussée du Bâtiment Médico-Administratif et accessibles aux coordonnées suivantes :

Courriel : Secretariat.DCP@chu-limoges.fr

En cas d'intervention sur des matériaux ou produits contenant de l'amiante, le titulaire devra s'assurer du respect de la réglementation en vigueur, et **notamment des articles R.4412-94 à 148** du code du travail.

➤ **Sécurité incendie – Permis de feu – Autorisation de travail**

- **AUTORISATION DE TRAVAIL**

Conformément à l'article R.4511-10 du Code du travail, les chefs d'entreprises extérieures, doivent informer par écrit l'entreprise utilisatrice, de leur date d'arrivée sur le chantier, de la durée d'intervention, du nombre de travailleurs affectés, du nom et de la qualification de la personne chargée de diriger l'opération, ainsi que les noms et références des éventuels sous-traitants.

Une autorisation de travail sera demandée au service sécurité du CHU avant d'accéder au chantier (voir document en ci-après).

➤ **Coupures**

Aucune entreprise n'est autorisée à effectuer une coupure sur les réseaux d'alimentation ou d'évacuation des fluides sans en avoir préalablement reçu l'accord écrit des Services Techniques du C.H.U.

Les coupures seront limitées au plus strict minimum et le mode d'exécution devra être soigneusement élaboré et approuvé par les Services Techniques.

Les entreprises sont tenues de fournir les équipements complets pour assurer la continuité dans l'exploitation des locaux tels que des bouteilles de gaz, groupe de vide, raccordements électriques provisoires, rallonges, tableaux de PC, éclairages provisoires etc...

➤ **Travaux aux voisinages de sources électriques**

Les entreprises auront l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens de protection nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnels conformément à la réglementation.

➤ **Réseaux d'évacuation**

Dans tous les cas et quelques soient les difficultés de réalisation, la séparation des réseaux EP (eaux pluviales), EU (eaux usées) et EV (eaux vannes) devra être respectée.

En cas de non observation, les travaux de mise en conformité seront intégralement à la charge de l'entreprise.

○ **Défectuosités**

Tout manquement au respect des règles de l'art ou du descriptif, pourront être notifiés à l'entreprise. La poursuite des prestations dans les mêmes conditions expose l'entreprise à un refus ultérieur de réception.

- **EXECUTION DES TRAVAUX**

➤ **Accès et stationnement**

Déchargement, approvisionnement, livraisons :

Les véhicules devront se soumettre au règlement intérieur du C.H.U, au code de la route et ne provoquer aucune gêne aux véhicules de service, de livraisons habituelles.

Stationnement :

Les véhicules personnels des employés des entreprises ne seront pas admis à stationner dans l'enceinte de l'établissement. Ils devront utiliser les parkings extérieurs.

➤ **Organisation du chantier**

Les entreprises restent seules responsables des vols, dégâts divers pouvant survenir en cours de chantier, même si un local est mis à leur disposition. Si un local est mis à leur disposition par le C.H.U, les entreprises en auront la pleine responsabilité, les dégradations éventuelles seront réparées par la ou les entreprises responsables ou inscrites au compte prorata.

Aucun stockage de matériel ou de matériaux ne sera toléré dans les sous stations ou autres locaux techniques.

➤ **Approvisionnement**

Les entreprises pourront se faire livrer les matériaux et/ou matériels directement sur le site. Dans ce cas, elles devront en assurer toutes les contraintes et responsabilités.

Aucune main-d'œuvre ni engins de manutention ne pourront être fournis par le C.H.U pour le déchargement. La réception des matériels et matériaux devra être assurée par les entreprises. Dans le cas contraire, le fournisseur pourra se voir refuser le déchargement.

La responsabilité du C.H.U est totalement dérogée en cas de vols, bris ou détériorations diverses.

Les conditions de stockage devront satisfaire au paragraphe (Résistance des sols) et en aucun cas, provoquer une gêne dans l'exploitation des locaux.

➤ **Résistance des sols et planchers**

Lors du transport de matériaux ou matériels lourds, les entreprises seront tenues de s'informer en temps utiles des charges admissibles par m², de façon à éviter tout désordre dans le bâtiment.

Une attention particulière est à apporter sur le stockage de matériaux divers sur palettes qui dépassent 500 Kg. Les Services Techniques pourront, aux frais de l'entreprise, faire appel à un bureau de contrôle.

➤ **Horaires – jours d'exécution**

Les prestations pouvant être exécutés au voisinage de services de soins, les entreprises devront provoquer le moins de gêne possible. En raison du bruit notamment, il pourra leur être demandé de stopper momentanément, voire pour une demi-journée, certains travaux bruyants ou empêchant les soins. Divers aménagements d'horaires de travail pourront être envisagés.

Aucune plus-value ne sera accordée pour cette raison.

Ponctuellement, des prestations en dehors des heures et jours ouvrables pourront être demandés.

Les personnels des services soignants n'ont pas pouvoir de faire cesser les opérations. Seul le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre peut donner les instructions nécessaires.

➤ **Nuisances**

L'exécution des prestations ne devra en aucun cas troubler le fonctionnement de l'établissement par la mise en œuvre de procédés non compatibles avec l'exploitation des locaux (usage de solvants, grande poussière, bruits intenses, barrage de circulation ...).

Afin de respecter le repos et la tranquillité des malades, l'utilisation de postes radio ou autres est strictement interdite.

➤ **Déchets**

L'évacuation des déchets issus du chantier est à la charge de l'entreprise, dans le strict respect des prescriptions réglementaires en vigueur.

Toute utilisation des bennes, compacteurs et autres conditionnements (bacs roulants, caisses...) mis en place par le CHU afin de satisfaire ses propres besoins est formellement proscrite. Le non-respect de cette consigne conduirait le CHU à appliquer au titulaire des sanctions financières correspondant au préjudice que le CHU devrait alors supporter.

Un bordereau d'enlèvement et de suivi de déchets devra être fourni et signé des deux parties.

Un bordereau d'accompagnement de destruction des graisses dans un centre de traitement agréé devra être fourni avec la facture.

➤ **Protections**

Protection anti poussières :

L'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la propagation des poussières et autres projections. A cet effet, des cloisonnements provisoires, films plastiques, panneaux d'agglomérés, revêtements de sols adhésifs ou autres, devront être mis en place pour interdire toutes dispersions dans les locaux en exploitation.

Protections individuelles et collectives :

L'entreprise devra mettre en œuvre toutes les protections individuelles ou collectives nécessaires préconisées ou non par le SPS.

➤ **Signalisation**

Le cas échéant, les abords des chantiers devront être signalés par des panneaux de signalisation réglementaires et balisés afin qu'ils soient visibles de jour comme de nuit.

➤ **Raccordement de matériels électriques**

Dans le cas où l'entreprise aurait besoin pour l'exécution de leurs travaux d'alimenter du matériel électrique puissant nécessitant un raccordement spécial et d'une puissance supérieure à 10 KW, elle devra en aviser obligatoirement les Services Techniques, ceux-ci étant seuls habilités à indiquer le point de raccordement ou à l'effectuer. Il pourra être demandé l'installation d'un sous-compteur et d'un indicateur de puissance afin d'éviter ou de déterminer l'incidence sur le contrat de fourniture électrique E.D.F.

➤ **Nettoyage**

L'entreprise sera tenue de maintenir en permanence le chantier et les locaux dans un parfait état de propreté.

L'attention de l'entreprise est attirée sur les conséquences inhérentes à la présence de détritiques divers sur les chantiers. En effet, il a été démontré que les poussières et leur dispersion pourraient être responsables de certaines infections nosocomiales.

En conséquence, les détritiques doivent être enlevés journalièrement par tout moyen évitant leur dispersion.

En cas de non-observation, le CHU pourra interrompre les travaux immédiatement. Le maître d'ouvrage se réserve également le droit de faire exécuter ces prestations par une société spécialisée aux frais et charge du titulaire si celles-ci sont volontairement ignorées.

En cas de récidive, l'entreprise sera exclue définitivement du chantier et les travaux de nettoyage lui seront imputés.

En fin de chantier, l'entreprise est tenue de procéder à un nettoyage final soigné avec enlèvement de la totalité des résidus.

Les bennes du service Unité de traitement des déchets ne sont pas à la disposition des entreprises.

- CONTROLES – ESSAIS – SURVEILLANCE

➤ Contrôles

Le CHU pourra effectuer tout contrôle pour vérifier notamment la conformité du CCTP.

➤ Surveillance

Il est expressément précisé à l'entreprise qu'elle devra avoir en permanence sur le chantier un chef de chantier qualifié pour surveiller les travaux et recevoir éventuellement les directives des Services Techniques du C.H.U.

Aucun intérimaire sans encadrement d'un membre de l'entreprise ne sera toléré sur le chantier.

➤ Réunions de chantier

L'entreprise dûment convoquée doit être représentée par un chef de chantier ou par une personne ayant pouvoir de décision.

AUTORISATION DE TRAVAIL CHU LIMOGES



SERVICE SECURITE INCENDIE

☐ PERMIS DE FEU / ☐ AUTORISATION DE TRAVAUX

IDENTIFICATION DU DOCUMENT

DATE :

HEURE :

INTERVENANTS :		
Service Sécurité Incendie : Nom / Prénom : Ligne d'urgence (tél. interne) : 18 Ligne intérieure : 58 084 Ligne extérieure : 05 55 05 80 84	Entreprise / Service interne : Raison sociale / Service : Adresse : Nom du responsable du site : Téléphone du responsable du site : Effectif prévisible :	Direction des Travaux : (uniquement pour une entreprise extérieure) Nom / Prénom : Téléphone : Service :

TRAVAIL A EXECUTER	LOCALISATION PRECISE
NATURE DE L'OPERATION : <i>Mesure(s) de prévention :</i> <i>Matériel utilisé :</i>	BATIMENT : Etage : Aile : Bloc : Circulation : Situation :

PRESENCE SUR SITE & DETECTION INCENDIE (semaine du au)

Les opérateurs s'engagent à être physiquement présents aux horaires définis pour l'exécution des travaux. Contactez le PC sécurité incendie si vous ne pouvez respecter le calendrier défini ou en cas de fin de chantier antérieure/postérieure à la date et l'horaire prévu.

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Jours de présence :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Heure d'arrivée :					
Heure de départ :					

DETECTION INCENDIE A ISOLER ☐ OUI / ☐ NON

IMPRESSION DU PLAN DE L'U.A.E. CI-JOINTE ☐ OUI / ☐ NON

Z.S. : SECTION :

A ISOLER :

Z.S. : SECTION :

A ISOLER :

SIGNATURES POUR ACCORD ET VALIDATION DU DOCUMENT

LE SERVICE SECURITE	L'ENTREPRISE INTERVENANTE	LA DIRECTION DES TRAVAUX

EXEMPLAIRE POUR LE SERVICE SECURITE INCENDIE / CLASSEUR DES FICHES HEBDOMADAIRES DES PF et AT